



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

# Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers du Centre (AG-CNAM CENTRE)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers du Centre (AG-CNAM CENTRE)  
21 bis rue Eugène Vignat 45000 ORLEANS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

## **Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers du Centre (AG-CNAM CENTRE)**

21 bis rue Eugène Vignat 45000 ORLEANS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers du Centre (AG-CNAM CENTRE),

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers du Centre (AG-CNAM CENTRE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 9 avril 2025

KPMG SA

Alexis Cartier

Associé

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similai</i>	12 420	5 877	6 544	2 490
<b>Immobilisations corporelles</b>				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriel</i>	145 862	64 983	80 878	95 231
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	107 241	90 326	16 914	26 332
<b>Immobilisations financières</b>				
<i>Autres immobilisations financières</i>	724		724	529
<b>Total I</b>	<b>266 246</b>	<b>161 186</b>	<b>105 060</b>	<b>124 583</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	1 324 308	96 036	1 228 272	1 215 227
<i>Autres créances</i>	398 603		398 603	256 120
<b>Autres postes de l'actif circulant</b>				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	1		1	1
<i>Disponibilités</i>	1 988 494		1 988 494	1 952 639
<i>Charges constatés d'avance</i>	43 547		43 547	41 713
<b>Total II</b>	<b>3 754 953</b>	<b>96 036</b>	<b>3 658 917</b>	<b>3 465 699</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 021 199</b>	<b>257 223</b>	<b>3 763 976</b>	<b>3 590 282</b>
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
<b>acceptés par les organes statutairements compétents</b>				
<b>autorisés par l'organisme de tutelle</b>				
<b>Dons en nature restant à vendre :</b>				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	179 785	179 785
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	2 350 015	2 090 267
Excédent ou déficit de l'exercice	163 004	259 748
Situation nette (sous-total)	2 692 804	2 529 800
Subventions d'investissement	31 616	44 090
<b>Total I</b>	<b>2 724 419</b>	<b>2 573 890</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	29 587	29 587
<b>Total III</b>	<b>29 587</b>	<b>29 587</b>
<b>DETTES</b>		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	20 791	8 777
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	451 984	518 365
Dettes fiscales et sociales	228 785	261 019
Autres dettes	28 733	84 657
Produits constatés d'avance	279 677	113 987
<b>Total IV</b>	<b>1 009 970</b>	<b>986 805</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 763 976</b>	<b>3 590 282</b>

(1) Dont à plus d'un an (a)

Dont à moins d'un an (a)

989 179

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Ventes de biens et de services</b>		
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 504 287	2 542 460
Dont parrainages	116 121	96 217
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 152 989	1 304 862
<b>Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charge</b>	30 948	76 556
<b>Autres produits</b>	646	3 395
<b>Total I</b>	<b>3 688 869</b>	<b>3 927 273</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<b>Autres achats et charges externes</b>	1 421 365	1 337 353
<b>Aides financières</b>	164	144
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	52 283	48 015
<b>Salaires et traitements</b>	1 562 951	1 647 276
<b>Charges sociales</b>	509 273	547 547
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</b>	78 738	45 119
<b>Dotations aux provisions</b>		29 587
<b>Autres charges</b>	26 405	34 124
<b>Total II</b>	<b>3 651 178</b>	<b>3 689 165</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>37 691</b>	<b>238 108</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>Autres intérêts et produits assimilés</b>	8 198	11 333
<b>Total III</b>	<b>8 198</b>	<b>11 333</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>8 198</b>	<b>11 333</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>45 889</b>	<b>249 441</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	106 511	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	12 474	12 474
<b>Total V</b>	<b>118 985</b>	<b>12 474</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	214	
<b>Total VI</b>	<b>214</b>	
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>118 771</b>	<b>12 474</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>1 656</b>	<b>2 167</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>3 816 052</b>	<b>3 951 080</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>3 653 048</b>	<b>3 691 332</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>163 004</b>	<b>259 748</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AG CNAM CENTRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 763 976 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 163 004 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/02/2025 par les dirigeants de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018,

L'Association a pour objet de gérer les moyens financiers, matériels et humains au service du développement, sur le territoire de la région Centre-Val de Loire, des missions du Conservatoire national des arts et métiers (ci-après le « Cnam »), à savoir :

- la formation tout au long de la vie,
- le développement et la valorisation de la recherche,
- la diffusion de la culture scientifique et technique,

Conformément à la réglementation en vigueur, notamment, aux dispositions du décret n° 88-413 du 22 avril 1988 modifié relatif au Conservatoire national des arts et métiers et du décret n° 89-108 du 20 février 1989 modifié relatif aux centres régionaux du Conservatoire national des arts et métiers.

Une convention portant création d'un centre Cnam en région (ci-après « le centre Cnam ») est établie entre l'Association et le Cnam. Elle définit l'organisation générale et le fonctionnement du centre Cnam. L'Association, à travers le centre Cnam, déploie tout ou partie de l'offre de formation du Cnam, conformément à la réglementation en vigueur et, notamment, aux dispositions des articles 25 et 26 du décret n° 88-413 susvisé et au décret n° 89-108 susvisé.

Les moyens mis en oeuvre sont notamment :

- Etablissement d'un programme régional annuel des cours proposés par l'association,
- Création d'une offre de formations tout au long de la vie (VAE...), de formations en alternance et partenariat, de formations à distance,
- Existence d'un site internet permettant de découvrir les actions du CNAM,
- Obtention de la certification Qualiopi...

Pour réaliser ces missions, l'association Cnam s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée d'un pôle administratif et d'un pôle pédagogique.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

## Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 1 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, fait l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les dotations aux provisions sont déterminées au cas par cas pour les créances de plus de 6 mois. En règle générale, les créances de plus de 6 mois et moins d'un an sont provisionnées à 50%, les créances anciennes de plus d'un an sont, quant à elles, provisionnées à 100%.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Règles et méthodes comptables

### Provisions pour indemnités de fin de carrière

Une provision pour indemnité de fin de carrière est constatée pour l'ensemble de personnel sous contrat CDI présent en fin d'exercice. Elle est calculée en application de la convention collective des organismes de formation, selon la probabilité de présence des salariés à l'âge présumé de leur départ en retraite.

La provision comptabilisée à la clôture correspond aux droits acquis à cette date sous déductions des versements antérieurement réalisés.

Principales hypothèses statistiques et actuarielles :

- Age de départ en retraite : 65 ans
- Taux d'actualisation : 1,0338%
- Table de rotation : lente
- Table de mortalité : INSEE 2015

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Le résultat exceptionnel s'élève à 118 K € au 31/12/2024 contre 12 K€ l'année dernière.

Cette variation s'explique par :

- Produit GIP FTVL MOOC TEAM 43 K€ : produit qui aurait dû être provisionné les années précédentes, il ne concerne pas 2024
- Région Centre solde trop perçu prorata subvention 2017 55 K€
- AKTO contribution formation 2022 5K€ : trop provisionné en comptabilité

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelle	6 210	6 210		12 420
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 210</b>	<b>6 210</b>		<b>12 420</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	134 791	11 071		145 862
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 246			6 246
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	107 757	600	7 362	100 995
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>248 793</b>	<b>11 671</b>	<b>7 362</b>	<b>253 102</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	529	195		724
<b>Immobilisations financières</b>	<b>529</b>	<b>195</b>		<b>724</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>255 532</b>	<b>18 076</b>	<b>7 362</b>	<b>266 246</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	6 210	11 671	195	18 076
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>6 210</b>	<b>11 671</b>	<b>195</b>	<b>18 076</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service		7 362		7 362
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>7 362</b>		<b>7 362</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelle	3 720	2 156		5 877
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 720</b>	<b>2 156</b>		<b>5 877</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	39 559	25 424		64 983
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 364	625		3 989
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	84 306	9 394	7 362	86 338
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>127 229</b>	<b>35 443</b>	<b>7 362</b>	<b>155 310</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>130 949</b>	<b>37 599</b>	<b>7 362</b>	<b>161 186</b>

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	2 156	35 443	37 599
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>2 156</b>	<b>35 443</b>	<b>37 599</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service		7 362	7 362
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>7 362</b>	<b>7 362</b>

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 767 182 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	724		724
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 324 308	1 324 308	
Autres	398 603	398 603	
Charges constatées d'avance	43 547	43 547	
<b>Total</b>	<b>1 767 182</b>	<b>1 766 458</b>	<b>724</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	778 881
RÉGION - SUBVENTIONS À RECEVOIR	385 000
<b>Total</b>	<b>1 163 881</b>

## Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
FCP BRVF Fructicourt	1,00	1,00			

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

## Notes sur le bilan

## Fonds propres

## Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit d	179 785				179 785
Fonds propres avec droit d					
Ecart de réévaluation					
Réserves		259 748		259 748	
Report à Nouveau	2 090 267		259 748		2 350 015
Excédent ou déficit de l'ex	259 748	-259 748	163 004		163 004
<b>Situation nette</b>	<b>2 529 800</b>		<b>422 752</b>	<b>259 748</b>	<b>2 692 804</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissem	44 090			12 474	31 616
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Co					
<b>TOTAL</b>	<b>2 573 890</b>		<b>422 752</b>	<b>272 222</b>	<b>2 724 419</b>

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	29 587				29 587
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et c					
<b>Total</b>	<b>29 587</b>				<b>29 587</b>
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

- La provision pour indemnités de fin de carrière a été calculée selon les probabilités de présence des salariés sous contrat CDI à l'âge présumé de leur départ en retraite, et actualisée selon l'engagement au 31 décembre 2024.

Un contrat d'assurance a été souscrit en 2014 pour couvrir partiellement les engagements de versement d'indemnités de fin de carrière. Cette année le contrat d'assurance couvre totalement la provision calculée.

## Dettes

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 989 179 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
<b>Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :</b>				
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	451 984	451 984		
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	228 785	228 785		
<b>Dettes sur immobilisations et comptes</b>				
<b>Autres dettes (**)</b>	28 733	28 733		
<b>Produits constatés d'avance</b>	279 677	279 677		
<b>Total</b>	<b>989 179</b>	<b>989 179</b>		

### Charges à payer

	Montant
<b>FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES</b>	123 172
<b>FOURNISSEURS - FACT. NON PARV. CFA</b>	53 739
<b>DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER</b>	20 667
<b>PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER</b>	57 834
<b>CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER</b>	6 744
<b>CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER</b>	41 998
<b>CLIENTS - RRR À ACCORDER</b>	469
<b>Total</b>	<b>304 622</b>

## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
<b>CHARGES CONSTATÉES D AVANCE</b>	<b>43 547</b>		
<b>Total</b>	<b>43 547</b>		

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
<b>PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE</b>	<b>279 677</b>		
<b>Total</b>	<b>279 677</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

### Rémunération des commissaires aux comptes

#### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 17 052 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

## CA pour annexe

	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
<b><u>Produits et subventions de fonctionnement :</u></b>		
Subvention Région Centre	1 100 000	1 247 782
Réduction subvention (suite réduction des dépenses)		- 11 725
TOTAL	1 100 000	1 236 057
Autres subventions	52 988	68 805
Inscriptions individuelles	229 154	219 725
Conventions CNAM & VAE	322 664	333 054
Autres partenariats, CFA et prestations diverses	1 952 469	1 989 682
<b>TOTAL</b>	<b>3 657 275</b>	<b>3 847 322</b>

## Autres informations

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

Les sommes versées aux trois principaux dirigeants de l'association (Président, Trésorier et Directeur) au titre de prestations et de remboursements de frais s'élèvent globalement à 105 289 euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, étant précisé que le Président et le Trésorier exercent leurs fonctions à titre bénévole.